



L'EMPLOI DES JEUNES EN AFRIQUE
Refonder l'économie de proximité¹

Dr Yves Ekoué Amaïzo, Ph D, MBA
Directeur du groupe d'influence « Afrocentricité »
22 décembre 2012
yeamaizo@afrocentricity.info

Les statistiques ne permettent plus de se faire une idée de l'emploi, ou plutôt du niveau de chômage en Afrique. Sans recensement fiable, les affirmations prennent des connotations propagandistes. Que ce soient les affirmations des organisations internationales comme au demeurant celles des autorités nationales africaines, celles-ci tendent souvent à sous-estimer le phénomène du chômage en général, celui des jeunes en particulier. La démographie ne peut plus servir d'alibi alors que la mauvaise gouvernance de la répartition demeure une constante en Afrique. Il faut de la diffusion du savoir et du savoir-faire sinon la banalisation du chômage en Afrique risque de devenir explosive. Un nouveau contrat entre générations devient indispensable afin de refonder une économie de proximité, prenant appui sur les jeunes, les femmes en particulier.

1. Emploi en Afrique : un nouveau contrat entre générations indispensable

Les gouvernements des pays d'Afrique subsaharienne ont consacré 5 % de leurs richesses nationales (produit intérieur brut) à l'éducation en 2010. Cela équivaut environ à 18,9 % du total des dépenses publiques de leurs Gouvernements. En comparaison, ces mêmes Etats consacraient 6,5 % de leur PIB aux dépenses de santé². Les résultats ne semblent pas nécessairement au rendez-vous compte tenu de la difficulté à préserver les acquis avec une population de plus en plus exigeante. Mais trop d'argent est englouti dans ce qu'il convient d'appeler « *construction* » et non « *infrastructure* ». En effet, construire une école ou un dispensaire se limite trop souvent à monter les murs et oublier que c'est le contenu qui fait la valeur ajoutée. La corruption est souvent passée par là, furtivement. L'éducation, comme la santé au demeurant, ne peut se concevoir sans la modernisation permanente des infrastructures, des contenus technologiques et de salaires attractifs pour les compétences humaines. C'est donc tout le contrat entre générations qu'il importe d'aborder lorsqu'il s'agit d'organiser par une gouvernance fondée sur l'éthique une meilleure distribution du savoir à des coûts abordables et compétitifs.

Bref, les enfants de la classe pauvre de la population africaine quittent en moyenne le circuit scolaire après 5-7 ans d'éducation alors que la classe aisée de la population africaine ne quitte qu'après 10-15 ans d'éducation. Les bases de connaissance sont réparties de manière asymétrique et structurent les chances d'occuper les emplois valorisant, et en définitif la répartition du pouvoir en Afrique.



2. Le Consensus de Washington a tué l'industrie et l'emploi en Afrique

Cela ne doit pas faire oublier que les conséquences d'une inégalité criarde ont été savamment promues pendant dans des décennies, ce en toute déresponsabilisation, par des institutions internationales adeptes du « *Consensus de Washington* ». C'est toujours triste de constater qu'un ancien économiste de la Banque mondiale avoue dans un livre, une fois à la retraite bien sûr, que la Banque mondiale en appliquant ce fameux « *Consensus de Washington* » en Afrique et ailleurs, a « *provoqué une hausse notable des inégalités dans plusieurs pays directement concernés par ces réformes institutionnelles*³ ». Les conséquences sur l'emploi des jeunes est à la mesure du refus de l'industrialisation de l'Afrique qui servait de soubassement au *Consensus de Washington*. Les institutions de Bretton-Woods ne sont pas étrangères au niveau actuel de la part mondiale de la valeur ajoutée manufacturière de l'Afrique subsaharienne estimée à 0,82 % en 2010 alors que la région Asie de l'Est et Pacifique représentait 21,87 % et l'Amérique latine, 7,13 % ce pour la même année. En comparaison, la zone union européenne ne représentait plus que 17,57 %⁴.

Aussi, la division internationale du monde fondée sur les rapports de forces militaires et économiques n'avait en fait pour objet que d'assurer la création d'emplois dans les pays dominants du moment. Avec l'arrivée des pays émergents dans un jeu de plus en plus complexe, les dominants d'antan pourraient se retrouver bousculer dans leur conception occidendo-centriste de l'emploi en Afrique, celui des jeunes en particulier. En effet, ceux des dirigeants africains les plus conscients et travaillant au service de l'ensemble de leur population, refusent de plus en plus que les matières premières quittent le continent sans être transformées localement, au moins jusqu'au niveau de la 3^e ou 4^e de la chaîne de valeur ajoutée. Ces dirigeants-là ont compris l'importance de la création d'emplois localement, notamment pour les jeunes, ce qui ne peut que conforter leur maintien au pouvoir. Une façon plus intelligente de conserver le pouvoir, au lieu et place des traditionnelles contrevérités des urnes et cohortes de maltraitance des populations par des militaires et forces dites de sécurité clientélistes.

3. La démographie n'est pas fautive

Lorsque l'on parle des « *jeunes africains* », les statistiques peuvent varier avec un âge-plancher à 12 ans et un âge-plafond à 30 ans. En réalité, ce sont les organisations internationales qui finissent par imposer les normes du fait des statistiques mises à disposition. Les jeunes africains entre 15 et 24 ans sont la norme et représentent plus de 20 % de toute la population africaine soit plus de 200 millions de jeunes. Les statistiques officielles nationales et des organisations internationales considèrent que la population active engagée dans le monde du travail doit être comptabilisée dès l'âge de 15 ans. Pourtant dans la pratique, l'Afrique retrouve dans son secteur informel des jeunes et moins jeunes entre 6 et 15 ans. Contrairement aux affirmations des occidendo-centristes qui n'oublent pas de rappeler que l'Afrique connaît une croissance rapide de sa population, les tendances sont plutôt stables avec 2,5 % de croissance moyenne entre 2000-2010 et que les estimations entre 2010-2020 annoncent 2,4 %.



4. La mauvaise gouvernance de la répartition : une constante en Afrique ?

Le problème n'est donc pas une démographie galopante mais plutôt une gouvernance économique peu avisée, une productivité agricole absente des soi-disant « *révolution vertes africaines* », une industrialisation notamment de l'agro-industrie considérée comme une non-priorité pour les dirigeants rentiers et des infrastructures repoussées dans le temps alors que les financements étaient bon marché.

La corruption et le manque d'anticipation figurent aussi au tableau des multiples explications de l'état actuel de l'éducation des jeunes africains. La menace à venir pourrait s'avérer plus grave encore car si la gouvernance de la rente avec des matières non transformées en Afrique se perpétue sans l'industrialisation, la répartition du pouvoir d'achat sera de plus en plus asymétrique. Les dirigeants africains pourraient alors se retrouver avec des cohortes de jeunes et moins jeunes, plus au fait des causes de leur malheur et prêts à défendre leurs droits, leurs intérêts, en fait leur avenir. La gouvernance économique collective de nombreux pays africains ne permet pas d'absorber la bombe à retardement que constitue la pression des populations africaines, plus particulièrement les jeunes, les femmes et les populations des zones rurales vers les centres urbains.

Avec une croissance de 3,9 % entre 1990-2010, le pourcentage de la population subsaharienne passant de la campagne vers les centres urbains augmentent plus vite que la croissance de la population subsaharienne, estimée à 2,5 % pour la même période. L'accès à tous les services nécessaires pour permettre une vie décente à ces populations ne suit pas, et cela conduit à des frustrations d'autant plus enfouies que la vérité des urnes fait défaut dans de nombreux pays africains, francophones en particulier. Les interventions des autorités apparaissent avec le recul comme une gestion à vue, fragmentée et sans aucune vision intégrationniste nationale, sous-régionale et continentale. L'Union africaine comme au demeurant les communautés économiques régionales doivent mettre à l'agenda l'inégalité, car c'est bien cela que subissent les jeunes africains.

5. Diffusion du savoir : entre auto-congratulation et progrès nanométriques

*L'Afrique est donc incapable de s'unir*⁵ pour créer des emplois décents et offrir du travail et du pouvoir d'achat aux jeunes sortant du circuit scolaire, technique, classique et universitaire. C'est donc bien une gouvernance extravertie, au service d'abord des intérêts étrangers, qui explique la situation déplorable actuelle de l'éducation et de l'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne. Mais il ne faut pas oublier de condamner la tendance de plus en plus institutionnalisée des dirigeants africains à s'auto-congratuler des progrès lilliputiens atteints dans le secteur de l'éducation.

Ce sont les ménages et familles qui prennent sur leur épargne pour financer, souvent en dehors des circuits publics, l'éducation, la formation, l'accès à la connaissance et au savoir de leurs progénitures. Une partie importante est allée acquérir dans les centres régionaux



africains ce savoir, quand cette partie n'est pas expatriée et formée à l'étranger. C'est d'ailleurs tout le problème du retour des compétences africaines qui est reposé en boucle. La politique de « *l'immigration choisie* » de certains dirigeants peu intéressés à un développement « *gagnant-gagnant* » avec l'Afrique ont choisi de « *recupérer* » ceux des Africains empêchés justement par manque de soutien et de terrain favorable en Afrique (manque d'équipements, bureaucratie, poids de l'environnement familial, salaires ridicules, taxation des équipements de travail, alignement politiques, etc.) d'exercer leur métier et surtout de servir le continent. L'effet d'entraînement que permet la diffusion des pratiques et du savoir est largement retardé.

Il ne faut pas trop compter sur les gouvernements pour faire de la communication intelligente au service de l'emploi des jeunes. C'est quasi-systématiquement de l'autosatisfaction alors que les bourses des étudiants sont régulièrement impayées ou sont attribuées aux plus nantis, membres d'une clientèle politique où l'ethnie, la proximité avec le pouvoir ne sont pas étrangers.

6. La banalisation du chômage en Afrique : se méfier des statistiques

Alors parler d'emplois des jeunes ne doit pas être limité à trouver une « *simple occupation* » aux jeunes africains. Il s'agit d'organiser toute une politique en aval et en amont qui permette de juguler les 37 % des jeunes africains en âge de travailler alors que ces mêmes jeunes représentent près de 60 % des chômeurs⁶. Bref, c'est un euphémisme de dire que les autorités africaines ont considéré l'emploi des jeunes comme une véritable priorité. Si seulement 10 % des richesses avaient été prélevés sur les richesses obtenues à partir des matières premières non transformées et exportées sans véritable contrôles parfois, le financement de l'éducation, de la formation, de la recherche et même des pôles de compétitivité auraient trouvé un budget. A ce titre, il convient de féliciter la clairvoyance de gouvernements africains comme Botswana, Maurice ou Namibie, où l'importance de l'emploi des jeunes est prise en compte à tous les postes ministériels. Les interventions différenciées de la part des gouvernements ont pour objectif d'élever le niveau général d'instruction et donc d'indépendance du pays et de ses habitants.

La ségrégation non écrite mais bien réelle entre les régions, les ethnies et plus grave, celle entre les genres génère une Afrique à plusieurs niveaux en termes d'éducation et de savoir. Les statistiques internationales notamment du Bureau International du Travail affichent des chômeurs faibles en Afrique au point de croire que tout va bien. C'est bien une forme de banalisation du chômage que cautionnent ces institutions qui profitent des difficultés de collecte de l'information pour faire passer l'idée que leur statistique correspond à la réalité sur le terrain.

7. Emploi des jeunes : sous-emploi, précarisation et secteur informel

Le niveau d'instruction élevé ne sert à rien si les Africains instruits s'en servent uniquement pour brimer leurs semblables, les jeunes et les femmes en particulier. Le savoir ne se



répand pas comme il se doit dans les zones urbaines, cela du fait de politiques de l'accès au sol réservé aux « *nantis* », les fameux « *en-haut-d'en-haut* », qui décident à l'emporte-pièce d'arrondir leur fin de mois en faisant travailler ceux des leurs moins instruits restés en zones rurales. Cette ségrégation est d'autant plus grave qu'au cours des quatre décennies, les Africains ont peu mécanisé leur agriculture, laissant le soin à des investisseurs étrangers qui se sont bien gardés de transformer la matière première sur place. En effet, il fallait créer l'emploi pour le jeune dans les pays non-africains. Le sous-emploi s'est alors généralisé, la précarisation avec ! Le secteur informel est venu prendre la relève pour assurer de la création d'emplois pour les jeunes. Mais à quel salaire ? Avec quelle couverture sociale ? Avec quelle sécurité pour leur propre santé ou pour l'environnement ? Une course systématique vers le bas, comme si les jeunes africains n'ont pas droit eux-aussi à des salaires décents.

Bref, chacun pense que l'on aura bien le temps de s'occuper de tout ceci plus tard. Mais le problème ne fait que se concentrer. Après tout, les printemps arabes ne sont que la tête d'un iceberg de l'absence d'emplois pour les jeunes. C'est un jeune « *chômeur* » qui s'est immolé en Tunisie parce que les forces dites de l'ordre, ne comprenant rien à leur vraie fonction de gardien des équilibres en les humains, ont choisi d'imposer l'ordre brut et inintelligent. Ces policiers ont chassé de son emplacement un jeune travailleur informel. Ce dernier a choisi le suicide pour répondre à tant d'oppressions et d'incompréhension d'un pouvoir aveuglé par les « *bonnes notes* » octroyées par des institutions internationales et bilatérales déshumanisées. Il n'y a pas lieu de les citer, elles se reconnaîtront.

8. Les solutions sont en Afrique : générer un environnement d'opportunités

La solution passe par une palabre africaine intelligente où la mobilité sur le marché de l'emploi ne sera pas sacrifiée sur l'autel de la course vers le bas des salaires. Cette mobilité qui devient dans la pratique des salaires misérables pour les jeunes, dotés d'une compétence, d'un savoir ou pas, se mue en migration vers les centres périphériques où chacun croit trouver de meilleures opportunités.

Les politiques répressives de l'immigration dans les pays riches qui discriminent ceux dont le marché n'a pas besoin sont là pour rappeler que la solution ne se trouve pas nécessairement en dehors de l'Afrique. Avec une résilience économique des plus fortes depuis une dizaine d'années, l'Afrique des dirigeants égoïstes ne peut laisser les jeunes africains de côté et continuer à croire que la manne tirée des rentes des matières premières non transformées pourra continuer à les aider à payer les militaires et autres forces dites de « *sécurité* » à les maintenir au pouvoir.

Avec 60 % de jeunes au chômage, les gouvernants doivent démissionner et laisser d'autres gérer les pays, ce avec l'apport des compétences de la Diaspora africaine. La crise financière et économique de 2007/8 continue d'ailleurs à frapper d'abord les jeunes et les femmes, tant en Afrique que dans les pays d'accueil de la Diaspora où les emplois précaires qui permettaient de survivre semblent se raréfier rapidement. Le tintamarre fait alors autour des emplois pour les nationaux occidentaux aurait dû avoir pour effet de favoriser



le retour des Africains disposant de compétences. Mais, l'environnement politique africain reste un sérieux handicap, empêchant souvent des évolutions au niveau de l'entrepreneuriat sans appartenir à la clientèle politique locale ou alors à des réseaux ésotériques jaloux de n'aider que leurs membres, voire empêcher les non-membres de tenter l'installation sans subir le « *bizutage* » du silence même quand on tue. Tout ceci ne contribue pas à générer un environnement d'opportunités propice à la création d'emplois et à un espace de liberté permettant d'entreprendre sur le long-terme.

C'est pourtant l'accumulation des valeurs ajoutées créées qui contribue à la richesse. Cela ne peut se faire avec des pouvoirs d'achat ponctionnés, plus particulièrement chez les jeunes et les femmes. Ne parlons pas alors des handicapés en Afrique qui subissent en silence le poids du mépris du marché de l'emploi.

9. Entrepreneuriat et management agile en Afrique

Comment créer un emploi ? C'est répondre à la question suivante. Si le jeune africain ne trouve pas d'emplois, il n'a pas d'autres choix que l'entrepreneuriat. La priorité des autorités africaines est donc de faciliter et mettre à disposition les institutions d'appui et de facilitation pour permettre l'émergence de l'entrepreneuriat en Afrique. Une priorité devrait être réservée à l'entrepreneuriat de proximité⁷. L'auto-entrepreneuriat, la mise en place d'un impôt libérateur et une absence de taxation sur les équipements neufs et d'occasion permettant la transformation ou l'amélioration de la valeur ajoutée à tous les niveaux de la chaîne de valeurs de la production et de la commercialisation pourraient servir de fondement à des politiques et des managements agiles en Afrique.

10. Mentalités et discrimination invisibles persistantes

Les discriminations envers les jeunes sortant de familles modestes et utilisées comme « *domestiques* », quand il ne s'agit pas d'abus de tous ordres doivent cesser. L'Etat africain, très complaisant sur ces sujets, doit revoir sa responsabilité. Mais il n'y a pas que l'Etat africain. Il y a une certaine mentalité de castes et d'arrogants qui croient sortir de la cuisse du Dieu Jupiter, en oubliant que ce Dieu-là n'est pas le Dieu des Africains. Une certaine mentalité issue de la colonisation et de la post-colonisation sauf que les colons ne sont plus « blancs » mais « noirs » explique aussi la difficulté des jeunes sur le marché de l'emploi en Afrique.

Enfin, rappelons que le retard commence dès le jardin d'enfants. L'Afrique subsaharienne a en moyenne 46 élèves par classe alors qu'en Union européenne, la moyenne est de 14 enfants par classe, 17 en Asie région Est et Pacifique, 24 en Afrique du nord et Moyen-Orient et 25 en Amérique latine et Caraïbes. Pour mémoire, il y a 17 élèves par classe en moyenne en Chine et 9 à Cuba. Il ne s'agit pas de fatalité mais de siècles d'exploitation, des erreurs de stratégies politiques validées par les institutions de Bretton-Woods et d'un manque de volontarisme des dirigeants africains eux-mêmes, notamment au plan collectif. Ce ratio explique plus tard la faiblesse du nombre de brevets déposés par les Africains au



service des Africains ou le nombre de techniciens, techniciennes et autres expertises opérationnelles en Afrique. La part mondiale des exportations de produits manufacturiers de haute technologie exportés par l'Afrique subsaharienne ne dépassent pas 0,16 % alors que la zone de l'Union européenne atteint 27,93 %.

Il y a bien sûr des progrès mais cela ne se traduit pas comme cela se doit dans la réalité des Africains et des jeunes en particulier. Le discours des politiques qui annoncent des objectifs à atteindre sans mettre les budgets et les « *bonnes personnes* » au « *bon poste* » doit nécessairement ne plus tromper personne.

Comme au demeurant, la Charia ne crée pas d'emplois dans le monde musulman, de même le pullulement d'obédiences religieuses importées vers l'Afrique promettant la « *lune* » ou « *plutôt l'argent* » et semblant détourner les jeunes du « *goût pour l'effort* », la réflexion et l'organisation de la création de la valeur ajoutée. La magie et autres formes d'ésotérisme ne créent pas d'emplois stables. Au contraire, toutes ces pratiques finissent par neutraliser les initiatives. Aussi, l'emploi des jeunes passe par la maîtrise du contenu technologique, du management opérationnel afin d'assurer, malgré un environnement hostile et complexe, des gains de productivité servant de levier à des créations de pouvoir d'achat mieux distribué.

11. L'économie de proximité : une solution qui se conçoit et s'applique

Il faut nécessairement s'assurer que le jeune africain participe à la croissance économique de son environnement immédiat. C'est cela l'économie de proximité. Elle ne peut se développer sereinement sans le développement des capacités productives. Mais trop de dirigeants africains refusent de s'organiser collectivement pour cela. C'est toute la façon de faire de la politique en Afrique avec les jeunes qui doit changer. Les solutions doivent se concevoir autour de l'économie de proximité pour enraciner la création de valeurs ajoutées et de richesses dans les terroirs. Mais la solution passe par un partenariat intelligent entre les organisations des jeunes non inféodés au pouvoir et les autorités africaines. La palabre africaine peut promouvoir et permettre tout ceci. La réorientation des budgets nationaux et régionaux fait partie des préalables.

12. En 2015, le chômage et les salaires moins élevés en Afrique ?

Pour l'Afrique subsaharienne, le Bureau International du Travail (BIT) des Nations Unies prévoient une baisse de la productivité avec 2,5 % entre 2012/13 qui passerait à 1,9 % entre 2014/16⁸ (OIT, 2012 : 42). Pour les mêmes périodes, cela passe de 0,8 % à 2,8 % en Afrique du nord. La moyenne mondiale est passée de 2,6 % à 3,2 %.

La part des activités industrielles dans le PIB en Afrique subsaharienne a augmenté, passant de 25,1 % en 1990 à 30,2 % en 2010, stimulée par l'activité économique dans les industries extractives et le secteur de la construction durant les années qui ont précédé la crise économique mondiale. Cependant, la part des activités manufacturières dans le PIB a



baissé sur cette même période, passant de 12,2 % à 9,8 % (Banque mondiale, 2012). L'emploi dans l'industrie ne représente que 8,5 % de l'emploi en Afrique subsaharienne, et cette part a légèrement baissé durant les années 1990. Sur la décennie 2000, on a pu observer une légère augmentation de cette part, de 0,6 point de pourcentage sur dix ans, mais le niveau reste très bas en comparaison des autres régions.

En 2015, l'Afrique risque d'avoir le taux de chômage le plus élevé avec les salaires les moins élevés. La faute ne sera plus en dehors de l'Afrique. Ce sera la stratégie des dirigeants africains actuels qu'il va falloir contester. L'autosatisfaction ne marchera plus. YEA.

22 décembre 2012

yeamaizo@afrocentricity.info - www.afrocentricity.info

© Yves Ekoué Amaïzo

¹ Ecouter aussi sur l'internet Africa1.com - Emission Le Grand Débat (www.africa1.com) du 20 décembre 2012 – 18 h 00 à 19 h 00 avec l'équipe d'Africa numéro 1 du Grand Débat et les Invités :

Régine Gillet-Tchos, Présidente de l'APEJ, Agir pour l'Emploi des Jeunes en Afrique et Dr Yves Ekoué Amaïzo, Directeur du Groupe d'influence « afrocentricité », (www.afrocentricity.info), Consultant international et Ateur entre autres de *Crise financière mondiale. Des réponses alternatives de l'Afrique*, éditions Menaibuc, Paris, 2010, voir le site www.afrocentricity.info et www.menaibuc.com.

² World Bank (2012). *World Development Indicators 2012*. World Bank : Washington D. C., USA., p. 84.

³ Bourguignon, F. (2012). *La mondialisation de l'inégalité*, éditions Seuil : Paris ; Voir aussi la note de lecture de Serge Halimi, in *Le Monde diplomatique*, décembre 2012, p. 25.

⁴ World Bank, op. cit. p. 224 (calcul de l'auteur).

⁵ Amaïzo, Y. E. (2002). *L'Afrique est-elle incapable de s'unir ? Lever l'intangibilité des frontières et opter pour une passeport commun*, Avec une préface de Joseph Ki-Zerbo, éditions l'Harmattan : Paris.

⁶ Arbache, J. (2012). « Les jeunes et l'emploi en Afrique : le potentiel, le problème, la promesse », *Ressources Banque mondiale*, Washington D. C., voir http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICAINFRENCH/Resources/ADI_Youth_Employment_summary_FR.pdf, accédé le 18 décembre 2012.

⁷ Amaïzo, Y. E. (1998). *De la dépendance à l'interdépendance. Mondialisation et marginalisation, une chance pour l'Afrique ?*, éditions l'Harmattan : Paris. Voir l'importance de l'économie de proximité pour l'Afrique.

⁸ OIT (2012). *Tendances mondiales de l'emploi 2012 : Prévenir une aggravation de la crise de l'emploi*, Organisation internationale du Travail (Bureau International du Travail), Janvier 2012 : Genève : Suisse.